

Jean-Claude Boual

Qui résistera au crocodile ?

Depuis plus de cinq ans, le Collectif des associations citoyennes tente d'alerter ce qu'on nomme la « société civile » des dangers qui menacent le fonctionnement de notre démocratie, notamment par une prise en main du secteur associatif que l'on pourrait qualifier, en résumant, de « privatisation ». Les associations en question ne sont pas toutes axées sur la culture, mais il est clair que faisons face à une offensive très menaçante en ce domaine puisque, depuis un an environ, une grande quantité de lieux sont condamnés à fermer, et plus d'une centaine de festivals ne sont pas renouvelés en France. De toutes sortes de manières, insidieuses ou brutales, ce qu'on appelle la « culture » est la première victime des politiques d'austérité qui fragilisent ceux qui se considèrent comme porteurs d'une mission de service public. On perçoit bien le danger mais on ne comprend pas toujours ce qui se passe ; on pourrait dire que c'est dû au fait que des mairies sont passées à droite mais la réalité, c'est qu'il n'y a plus de vraie politique culturelle d'État qui soit en mesure de défendre le service public de la culture. Et derrière cette brume, des choses complexes se trament, sans visibilité pour le citoyen lambda. Pour essayer d'y voir plus clair, j'ai interrogé Jean-Claude Boual, président du Collectif des associations citoyennes.

Vous pourriez peut-être expliquer, de façon simple et compréhensible pour des lecteurs qui n'ont pas fait de droit ni Sciences Po, ce qui est en train de se passer dans les coulisses de la politique actuelle. Du temps de la présidence Sarkozy, c'était clair, elle était un relais de l'ultralibéralisme qui s'est répandu dans toute l'Europe et en premier lieu

en Grande-Bretagne avec Thatcher. Et, comme pour les Britanniques avec Tony Blair, la situation s'aggrave considérablement en France aujourd'hui. Quels sont les canaux de cette offensive, dans ce pays qui a une tradition d'associations porteuses de missions citoyennes de service public, dont certaines très grosses et nationales comme

la Ligue de l'enseignement, avec ses fédérations d'œuvres laïques, et beaucoup d'autres plus petites. On sait qu'en France les collectifs qui prirent leur essor après la Libération, comme Travail et Culture, Peuple et Culture, etc., sont un élément très important de la construction de notre république, qui est aujourd'hui menacé.

QUE FAIRE ?

Jean-Claude Boual : On constate effectivement qu'il y a un changement de paradigme sur cette question, qui a plusieurs causes. Beaucoup s'abritent derrière les technologies nouvelles, en disant : « Voilà, maintenant, les gens ne lisent plus. » Ce n'est pas la raison de fond. On s'aperçoit, ne serait-ce qu'en prenant le métro, que les gens lisent, qu'ils ont des livres, que le papier a encore de l'avenir devant lui, et que les nouvelles technologies sont des moyens techniques supplémentaires pour communiquer, donc pour faire des choses que l'on ne pouvait pas faire avant mais qui ne remplacent pas les précédentes. Ce n'est pas le même usage, ça ne remplace pas la culture profonde que peuvent avoir les gens, que peut avoir un peuple. Parfois, la tendance à zapper, à passer d'un sujet à l'autre, fait qu'on ne se concentre plus et qu'on ne travaille plus sur les questions de fond. Mais la véritable raison est politique. Nous sommes dans une situation où, du point de vue de l'économie, les taux de profit sont en berne, sont moins importants que sous la période fordiste, et il y a une nécessité de faire feu de tout bois pour la finance, d'augmenter ces taux de profit et de rentabiliser les investissements. La culture comme le social et l'environnement sont des champs nouveaux à investir. La raison profonde est structurelle, elle est liée au développement du système capitaliste, au stade où il en est aujourd'hui, étant entendu que c'est un système très plastique qui a des capacités de rebondissements. On le voit très bien avec ce qui se passe au niveau des associations, mais pas seulement. C'est un mouvement beaucoup plus large.

Mais ce pays a construit des outils exemplaires à la Libération, qui sont des modèles pour les autres pays européens, donc ça prend un caractère plus aigu, douloureux. Ça atteint le noyau même de notre culture.

Bien sûr, des choses se sont construites dans l'histoire et il est vrai que, pour des raisons qui remontent à plusieurs siècles, notamment au siècle

des Lumières, et même antérieurement, le domaine culturel a une importance essentielle en France. On le voyait bien dans l'éducation, à l'école, dès le primaire : les programmes d'histoire, de littérature, de français, le fait qu'on continue à enseigner les langues anciennes, tout cela crée une spécificité, c'est sûr. Mais cette particularité pose des difficultés, puisque ça demande des moyens : l'école est un service public qui demande qu'on y mette de l'argent. Personnellement, je pense que les réformes qui ont été faites ne règlent pas les questions d'une école qui serait au service de tous et qui permettrait à toute la population, quelles que soient les origines sociales, d'acquiescer cette culture. Aujourd'hui, dans le système capitaliste, les banques n'ont pas besoin d'une école de la République telle que nous la concevions il y a soixante ans, c'est-à-dire gratuite, accessible à tous, laïque et obligatoire.

Ils n'ont pas besoin d'une clientèle trop cultivée !

Ils ont besoin d'une clientèle formée techniquement et compétente dans un certain nombre de domaines, pas d'un peuple qui a un esprit critique au sens étymologique du terme, qui soit capable de débattre politiquement, culturellement, de toutes les affaires de la société et de la cité.

Et donc de remettre en cause le système capitaliste ?

Exactement, et l'hégémonie de l'oligarchie qui est au pouvoir aujourd'hui au niveau national, européen et mondial. C'est de ça qu'il s'agit, on est dans une guerre de classes. La lutte des classes a une réalité, elle ne se poursuit pas comme au XIX^e siècle, mais avec d'autres moyens, qui sont plus subtils et difficiles à saisir. Il y a une classe bourgeoise qui possède les moyens de production, la richesse ; la paysannerie, qui a beaucoup diminué ; la classe ouvrière, qui s'est transformée mais qui représente tout de même la majorité de la population ; et un certain nombre de

couches intellectuelles qui naviguent entre bourgeoisie et classes populaires et qui, à certains moments, font alliance avec l'une ou avec les autres. Une partie non négligeable d'entre elles joue le rôle de « chien de garde », mis en avant par Paul Nizan puis, ciblant les médias, par Serge Halimi¹.

Il y a quelque chose qui se voit partout dans le monde, c'est l'enrichissement des riches et l'appauvrissement des pauvres...

C'est sûr, il y a une augmentation extraordinaire et très rapide des inégalités. Le capitalisme – et le système de production tel qu'il est aujourd'hui – considère qu'il n'a plus besoin d'éduquer le peuple, comme sous la III^e République et sous le fordisme. Aujourd'hui, un bon tiers de gens sont « en trop », dont il ne veut pas se préoccuper et qu'il laisse tomber. Ça se manifeste dans l'école avec ceux qui n'arrivent pas à apprendre à lire et qu'on laisse choir, ça se manifeste également dans l'organisation territoriale avec la métropolisation et les nouvelles lois adoptées par le gouvernement : le Grand Paris, le Grand Lyon, la quinzaine de grandes métropoles prévues dans ces lois. Et la gentrification des centres-villes, voire de certaines périphéries agréables à vivre. Il faut adapter les territoires à cette politique. Je pense aux projets mis en avant par le gouvernement, à savoir construire 25 000 logements sur le parc de La Courneuve, en Seine-Saint-Denis, ou 5 300 logements aux abords du parc de Sevran. On va déplacer des gens pour créer des lieux pour une population plus « conforme » à ce que l'on souhaite dans le cadre du Grand Paris – celle de Seine-Saint-Denis n'étant pas celle que l'on souhaite ! Une frange importante de la population est « en trop » pour des raisons relatives à la diminution du taux de profit, mais aussi relatives aux évolutions des processus de production, avec les technologies nouvelles, l'informatisation, l'automatisation, la robotisation : on n'a plus besoin d'une main-d'œuvre formée dans les mêmes conditions, on veut une

main-d'œuvre qualifiée, moins nombreuse. Quant au reste de la population, ma foi, qu'elle se perde dans les marais ou dans la forêt de Sherwood, comme nous le disons dans notre bouquin, *L'Europe, un rêve dénaturé...* Ce n'est pas grave, c'est même organisé !

Ce qu'avait fait Sarkozy sur l'école en diminuant le temps de travail des élèves était conforme à ça, parce que finalement on crée une école où seuls ceux qui ont déjà le bagage culturel de départ, familial, s'en sortiront. C'est de ça dont a besoin le capital, on créera cette élite et, aux autres, on donne le minimum, de façon à ce que ça coûte le moins cher possible. De ce point de vue, l'enjeu de l'école est fondamental.

importants, notamment dans le secteur culturel qui est l'un des plus touchés. Toutes les associations qui travaillaient sur l'éducation populaire, le lien social, la lecture, les bibliothèques, y compris les bibliothèques municipales, les MJC, sont touchées, certaines vont disparaître.

Mais là, on parle de soutiens publics d'État ou de ceux des communes ? Parce que les communes ont des couleurs politiques différentes...

C'est vrai pour toutes les communes. Aujourd'hui, une grande partie des moyens financiers des communes relève de dotations de l'État. Et comme il y a une diminution très importante de leurs revenus,

Vers un système américain ?

Oui, mais je crains que ce soit encore pire à terme ! Parce que les néolibéraux considèrent que dans la vie économique, et dans la vie sociale, une partie de la population est une charge. Par conséquent, il faut lui consacrer le moins de moyens possibles, quitte à ce que la misère se développe et qu'on donne à chacun le strict minimum pour subsister de façon à ce qu'il n'y ait pas trop de révolte sociale.

Ils pensent en termes de « charité ».

En termes de charité, oui, c'est exactement le sens de ce que nous dénonçons au Collectif des associations citoyennes en parlant des « investissements à impact social ».

La Commune de Paris avait inventé un autre système de gouvernement, elle a été complètement écrasée. On ne refera pas la Commune mais il y a beaucoup à prendre dans son rapport au pouvoir

Sur les associations et sur le culturel, ce que l'on constate aujourd'hui est lié aux politiques ultralibérales accentuées avec la crise de 2008 et les années suivantes, et à l'absolue nécessité, comme l'oligarchie, la presse « chien de garde », la doxa économique et académique le répètent *ad nauseam*, de diminuer les déficits publics, d'équilibrer les finances publiques. Il y a une diminution importante, depuis 2014, des subventions et des crédits alloués au monde associatif et ça va se poursuivre cette année, puis en 2016 et en 2017.

Donc pas uniquement dans le secteur dit culturel ?

C'est vrai dans pratiquement tous les secteurs. La moyenne, c'est une diminution, entre 2014 et 2015, qui tourne entre 8 et 10 %, avec des pics bien plus

qu'elles ne peuvent pas augmenter de façon inconsidérée les impôts locaux qui ont déjà beaucoup augmenté ces dernières années, elles font des choix. Le plus facile, pour l'instant, est de faire des associations une variable d'ajustement. Donc ils diminuent les crédits et les subventions alloués aux associations, tous secteurs confondus, avec une diminution plus forte de certains domaines sociaux et culturels, c'est-à-dire du côté de ce qui permet aux gens de se rencontrer, de faire société.

C'est bien la citoyenneté qui est en cause...

Oui. Si on délite ça, les sociétés vont partir dans tous les sens, on va vers le communautarisme, vers la guerre de tous contre tous, c'est évident.

Peut-on en savoir plus sur ce sujet qui fait controverse, mais qu'on ne comprend pas toujours clairement ?

Pour bien comprendre la situation, il faut élargir le débat. La Commission européenne, en 2010, a publié un document intitulé *Un acte pour le marché intérieur*. Pour la première fois, dans ce document, elle parle d'économie sociale, en mettant en avant une notion nouvelle au niveau européen, celle d'« entreprise sociale », avec une définition extrêmement large : « une entreprise qui réinvestit une partie de ses bénéfices dans le domaine social », sans que soit défini ce qu'est le domaine social, ni s'il y a un minimum à réinvestir... Ça correspondait également à un certain nombre d'études réalisées par l'OCDE. En 2013, le G8, les huit pays les plus riches du monde – en fait les

sept plus riches, plus la Russie –, sous la présidence de David Cameron, Premier ministre conservateur du Royaume-Uni – pays qui est, dans sa philosophie économique, ultralibéral – met en place une *task force*, un groupe de travail pour chercher comment investir dans le social tout en ayant un retour financier sur investissement important, autant que dans la banque. Il y a là la recherche d'un nouveau modèle économique pour aller dans ce sens. Je vais décrire le système sur un plan technique puis je donnerai les raisons de fond qui rejoignent ce dont nous parlons.

[Voir schéma ci-contre]

Le comité a mis en avant un système complexe pour développer l'entrepreneuriat social, avec comme cœur du système les *social impact bonds*, c'est-à-dire, en bon français, des « titres à impact social ». Cela signifie qu'une autorité publique, une commune, un département ou un État, face à un besoin social – la réinsertion de chômeurs ou la prévention de la récidive pour les prisonniers libérés après avoir purgé leur peine – fixe des objectifs sociaux à atteindre. Mais ces objectifs peuvent être très larges. Des investisseurs, dits « philanthropes », veulent investir dans le social tout en ayant un retour à la fois social et financier sur investissement. Dans la liste des philanthropes que met en avant cette *task force*, il y a Merrill Lynch, Goldman Sachs, la BNP, Total, la fondation Rothschild – des philanthropes extraordinaires ! J'ai lu une coupure de presse du *Monde*, un journal pas particulièrement gauchiste, qui explique qu'en Espagne Goldman Sachs a réinvesti dans le logement social et qu'au bout de six mois son objectif est d'expulser les habitants de ces HLM en augmentant le loyer sous des formes diverses. Des chiffres étaient cités par des personnes concernées : « Avant, je payais 50 euros de loyer, maintenant 470. » Ce locataire ne peut pas payer, donc il part. Ce que vise Goldman Sachs, c'est expulser des gens pour en mettre d'autres à leur place qui paieront

Social Impact Bonds – Fonctionnement

Un Social Impact Bond (SIB) permet le financement par des investisseurs privés de projets sociaux préventifs permettant à l'Etat de réaliser des économies

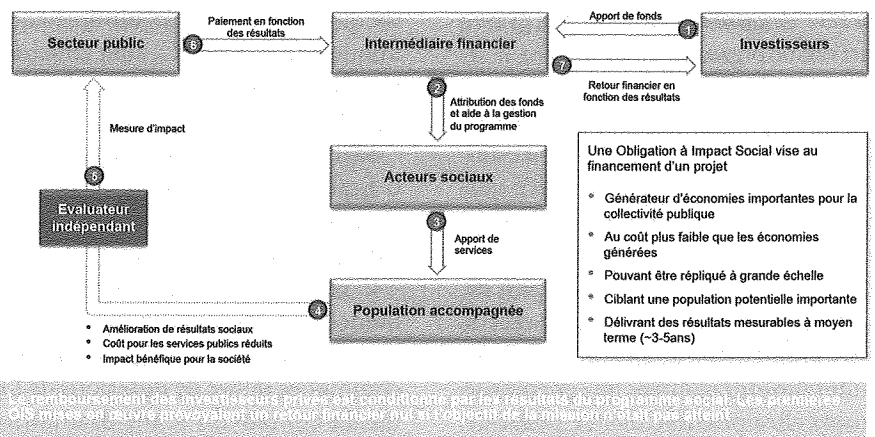


SCHÉMA ISSU DU RAPPORT DU COMITÉ FRANÇAIS SUR L'INVESTISSEMENT À IMPACT SOCIAL, 2014

plus, et faire du profit. Voilà comment agissent ces grands philanthropes.

Je reprends le schéma. Ils investissent, passent par un intermédiaire qui regroupe tous ces investissements dispersés au départ. Cet intermédiaire lance un appel d'offres ou s'adresse à un opérateur qui, dans un premier temps, sera souvent une association. L'association est chargée de mettre en œuvre le service en question avec les objectifs définis par la puissance publique. Un évaluateur (prétendument indépendant) est chargé d'évaluer si les objectifs sont remplis. Et s'ils le sont, la puissance publique assure un retour sur investissement, en se finançant sur les économies (« les coûts évités ») qu'elle fera avec une action sociale bien menée. Le retour sur investissement aux investisseurs initiaux peut aller jusqu'à 13 %. Quand on a publié ça sur le site du Collectif des associations citoyennes, des gens sont venus commenter en demandant : « D'où sortez-vous ce chiffre ? » Le chiffre est clair, nous le sortons du rapport lui-même et d'un discours du patron de la *task force* internationale du G8, Sir Ronald Cohen, qui le cite. Il faut 13 % pour l'investisseur initial, mais il faut aussi rémunérer l'intermédiaire financier et l'évaluateur. Il est impossible pour une association, dans le social tel qu'il fonc-

tionne, de dégager de telles marges. C'est la puissance publique qui par contrat assure le remboursement du principal et des intérêts.

Le secteur bancaire et les multinationales sont à la recherche d'un modèle économique qui leur permette de faire du business dans le social et de s'approprier tout ce secteur. Il s'agit pour les promoteurs de ce système d'« un projet de transformation sociale visant à modifier en profondeur les rapports entre l'État et la société civile » et de transformer en profondeur les modalités de financement de l'État social : « Aujourd'hui, ces États-providence conçus pour le XX^e siècle baissent les bras dans la lutte contre les défis sociaux de ce nouveau siècle. » Pour cela, dit Sir Ronald Cohen « il faut changer les mentalités... Ce changement de mentalité n'arrivera pas du jour au lendemain. Il faudra bien dix à vingt ans pour que le phénomène prenne toute son ampleur, parce qu'il faut du temps pour bâtir des modèles à suivre qui stimulent les entrepreneurs. » Donc il y a une vraie stratégie. Ce n'est pas du complot, puisque tout est public. C'est au moins l'avantage des Anglais, ils sont suffisamment cyniques pour dire les choses ! Et nous avons des rapports qui vont dans le même sens – même s'ils sont moins clairs dans leur

rédaction – sur la culture justement : le rapport Hearn, et un autre sur l'aide aux pays en voie de développement. D'ailleurs, sur les 21 propositions que fait Hugues Sibille dans son rapport au gouvernement, sept portent sur le développement à l'étranger. C'est une stratégie mondiale.

Il s'agit d'une nouvelle forme d'appropriation d'un secteur qui, jusqu'à présent, échappait au grand capital. Ce n'est pas une privatisation classique, c'est une appropriation, exactement comme il y a eu les *enclosures*³ en Angleterre aux XIII^e, XIV^e et XV^e siècles, qui ont été le début du développement de l'accumulation primitive du capital dans ce pays. Il faut s'approprier ce secteur et pour cela trouver un modèle économique viable, l'objectif étant de fixer les normes dans le domaine social, les contrôler et surveiller la mise en œuvre et le fonctionnement de tout le secteur social. Et ce n'est pas seulement la prévention de la récidive en sortie de prison qui est visée, c'est tout le secteur social, y compris la sécurité sociale, la protection sociale, les retraites... C'est un objectif très large.

Et une méthodologie très perverse qui repose sur une argumentation très bien préparée.

Il y a toute une argumentation, suffisamment perverse pour que l'intermédiaire chargé de trouver et de suivre l'association ou l'opérateur censé mettre en œuvre la prestation sociale fournisse un directeur financier ou un directeur à l'association en question pour qu'il respecte ce qui est défini. Tout cela tombe à un moment où les associations subissent une diminution des crédits publics et cherchent de l'argent pour maintenir leurs actions. On les pousse vers le mécénat. Ce n'est pas nouveau, mais on passe à la vitesse supérieure dans un contexte que les néolibéraux estiment favorable parce qu'il y a justement – et par les mêmes – une pression très forte pour diminuer les crédits alloués au domaine social au sens large.

La culture est particulièrement touchée en France. Notre pays comprend

beaucoup de festivals qui ne vivaient pas que de subventions, qui avaient des recettes propres, mais le cœur de leur financement et de sa pérennité d'une année sur l'autre était les crédits publics. Donc on crée une situation où les organisations, devant le risque de disparaître, n'ont pas le choix et essaient de trouver des solutions. Ce qui fait que beaucoup d'associations disent : « Après tout, pourquoi pas, essayons, faisons des expériences. » Or seules les grosses associations seront concernées par ce genre de financements, donc ça vise à obliger au regroupement. Lorsque les associations seront regroupées, ça sera plus facile de les prendre en main directement.

Le processus a déjà eu lieu dans le domaine de l'environnement. Alors qu'on est en pleine discussion sur la COP21⁴, les grands groupes multinationaux extractifs, que ce soit les compagnies pétrolières ou les entreprises de minerais, ont mis la main sur les grandes associations environnementales. Il y a une sorte de complicité pour maintenir le système en le verdissant un peu, et de moins en moins de batailles sur le fond.

Quelles sont les chances de pouvoir résister à ces manœuvres ?

Au Collectif des associations citoyennes, nous avons engagé l'information. C'est nous qui avons révélé le rapport Sibille. Hugues Sibille est le représentant du gouvernement français dans la *task force* et l'auteur du rapport qu'a fait le comité français en vue du rapport global du G8. Il est aussi membre des instances dirigeantes du Crédit coopératif, une banque coopérative qui a fait toute sa carrière dans le domaine de l'économie sociale et solidaire.

Lorsqu'on voit que la précédente ministre de la Culture – si ce titre a encore un sens en France –, Aurélie Filippetti, a cru finaud de se défendre contre le Medef en mettant en avant la rentabilité des industries culturelles... Beaucoup de gens se sont laissés avoir

par ce discours, d'autres ont dit, comme nous, que c'était une faute de mesurer la culture à l'aune de sa rentabilité. Qu'est-ce qui est finalement rentable dans la culture ? C'est ce que l'on appelle les industries culturelles, et si la ministre prône cette rentabilité, ça veut dire qu'elle est d'accord pour que ce qui n'est pas rentable disparaisse. La culture, c'est précisément ce qui ne peut se quantifier.

Oui, mais c'est vrai qu'il y a une industrie culturelle, on le voit avec Hollywood et le cinéma américain, qui peut être très rentable financièrement. C'est une des ambiguïtés du débat et il est important de la lever parce qu'on la retrouve dans les négociations sur le projet de Traité transatlantique de libre-échange entre l'Union européenne et les États-Unis. Sous la pression de la France, dit-on officiellement, au nom de la diversité culturelle, la culture a été sortie du mandat de l'UE pour les négociations. Mais ce n'est pas vrai que la culture est sortie des négociations... Ce qui est sorti, c'est l'audiovisuel, et encore, les négociateurs de la Commission ont dit : « Si les Américains souhaitent que ce soit dans les négociations, on en discutera. » Donc, malgré le mandat donné à la Commission par les États membres, c'est loin d'être clair. Toute la culture, toutes les industries culturelles sont dans le traité, et il est bien évident que ce n'est pas pour développer une conception large de la culture avec toute une série d'organismes dans les territoires, développant une culture « universaliste » et qui n'ont aucun objectif de rentabilité. Le but, pour les Américains, c'est de développer leur puissance idéologique à travers leur audiovisuel et leur cinéma. Pour l'Europe, c'est la croyance naïve ou feinte qu'on pourra aussi développer notre propre industrie culturelle. On croit résister à la puissance américaine à ce niveau !

Comment faire alors pour défendre nos valeurs ?

Il y a un vrai travail à faire, d'explication sur le fond, aussi simple que possible

sible, de façon à créer une prise de conscience. L'opinion publique compte. Il faut porter le débat aux niveaux européen et communautaire. Nous souhaitons créer des réseaux internationaux, parce qu'il n'y a pas qu'en France que la question se pose, et il faut essayer de dégager des contre propositions en posant les problèmes de fond. Il faut créer des rapports de force, il faut que les multinationales paient des impôts. Leur défaut de paiement est une des raisons majeures de l'assèchement des crédits publics. Il faut qu'elles paient des impôts là où elles font des bénéfices et que l'optimisation fiscale devienne illégale et sanctionnée. Au niveau européen, il faut une politique différente, rompre avec les dogmes néolibéraux et l'austérité qui en découle. Notre président actuel, qui devait revoir le fameux traité « Merkozy », n'a rien fait et s'est enfermé dans une impasse. On peut espérer que ce qui se passe avec la Grèce, et en Espagne, parvienne à desserrer l'étouffement. La Grèce est aux avant-postes. En Espagne, Podemos a beaucoup progressé et conquis les deux plus grandes villes espagnoles, Barcelone et Madrid, mais ils sont obligés de faire alliance et ce sont des politiques locales qu'ils mèneront. Ils ne sont pas au gouvernement. Or c'est le gouvernement qui négocie au niveau européen et, jusqu'à présent, le gouvernement espagnol est conservateur. On va voir ce qui se passera au mois de novembre avec les élections législatives. Ça peut être extrêmement important mais, pour ça, il faut que Syriza et les Grecs résistent aux velléités punitives et à la volonté des autres gouvernements des pays membres de l'UE, y compris le gouvernement français, de les faire échouer. Il est important pour eux que Syriza échoue parce que s'il réussissait, ce serait une preuve qu'une autre politique que la politique d'austérité des gouvernements au niveau européen est possible. Pour le gouvernement actuel de la France, ce serait la démonstration qu'il n'a même pas essayé de desserrer cette politique d'austérité, qu'il s'est couché en juin 2012 en arrivant au pouvoir et surtout que des politiques alternatives exis-

tent. Tout le contraire de ce qu'il raconte. On voit les enjeux politiques qu'il y a derrière. Pour l'instant, les Grecs continuent à se battre, espérons que les rapports de force s'inversent, parfois ça arrive de façon étonnante. Les révolutions dans les pays arabes sont parties d'une réaction, de quelqu'un qui s'est immolé parce qu'il n'en pouvait plus de vivre dans la misère. On ne peut jamais dire que c'est complètement perdu et qu'on n'y arrivera pas. Il est possible qu'on réussisse à renverser les choses. Je ne dis pas que ça sera simple, mais si on n'essaie pas, on ne réussira pas.

Il faut continuer à se battre sur le fait que l'argent public appartient aux gens, au peuple, aux citoyens, et qu'il doit être utilisé en leur faveur. La culture, dans un pays comme le nôtre, est un enjeu fondamental pour notre façon de vivre, d'être, elle doit être prise en compte prioritairement. Il me semble que quand il a fallu faire l'effort de guerre au Royaume-Uni, on a proposé à Churchill de diminuer les crédits à la culture et il a répondu : « Mais alors, dans ce cas, pourquoi nous battons-nous ? » C'est révélateur, et pourtant Churchill était un conservateur ! Pourquoi vit-on et pourquoi se bat-on dans la vie ? Si c'est pour acheter des iPhones, ça n'a pas de sens !

Il me semble que l'erreur, dans ce domaine comme dans d'autres, c'est de se contenter d'être juste, d'avoir raison et d'essayer de convaincre le crocodile qu'il a tort d'essayer de nous arracher une jambe, parce que ce n'est pas démocratique... C'est un crocodile, on n'arrivera pas à le convaincre. Et nous sommes pris dans ce piège d'une sorte de naïveté populaire, de bon aloi, mais qui fait que la plupart des gens n'atteignent même pas à la conscience de la perversité de ces gens. Quand on voit ce qui s'est passé entre Goldman Sachs et le précédent gouvernement grec, les transactions qui ont volontairement fait couler le budget de la Grèce, que tout ça était anticipé, qu'il y avait même un acronyme PIGS (Portugal-Italie-Grèce-Espagne) pour des pays qui

étaient la cible depuis longtemps, il y a là quelque chose d'effrayant. Cette réalité politique, cette contradiction entre la justesse de la démarche et le rapport de forces est peut-être éternelle, inhérente aux civilisations, Montesquieu l'évoquait dans *L'Esprit des lois*...

Il ne faut pas s'étonner que le crocodile soit un crocodile. On ne le convaincra pas avec de bons sentiments, en lui disant : « Ce n'est pas bien, c'est méchant de m'arracher la jambe ! » C'est une question de rapport de forces et, dans le rapport de forces, la bonne connaissance de ce qu'est le système et la conscience que ce n'est pas par la morale qu'on le battra sont essentielles. Le crocodile-capitalisme est animé par un esprit de lucre et il est capable d'acheter la corde pour se pendre s'il peut gagner de l'argent ! Ça fait partie de sa nature. Mais quand on regarde la société, on se rend compte qu'énormément de choses se passent au niveau local, sur les territoires, pour vivre autrement, prendre en compte les problèmes écologiques, avoir des modes de vie différents.

Ce dont parle Naomi Klein², par exemple ?

Par exemple mais pas uniquement, car il y a des batailles partout dans le monde, même en Chine, par rapport aux salaires, aux conditions de vie, de travail. Les choses ne sont pas perdues. Je ne sais pas si la révolution sera mondiale, mais il faut penser le niveau mondial dans une société globalisée : le niveau international est crucial, c'est pour ça que le niveau européen est important.

Cette mondialisation, vous diriez qu'elle est un piège ou qu'elle a des aspects positifs et peut aussi être utile ?

On est dans une situation difficile qui ne permet pas de répondre entièrement à la question. Il y a quand même eu une amélioration du niveau de connaissances des gens. Et la connaissance est malgré tout plus facilement accessible, notamment grâce à internet. De ce point de vue, les nouvelles technologies sont un outil puissant.

C'est bien pour ça qu'ils veulent le contrôler !

Évidemment, ils veulent écouter tout le monde de façon à contrôler la société ; mais il n'est pas sûr que ce soit possible. Ça comporte des dangers importants mais aussi des possibilités, des potentialités nouvelles.

Comme le disait Hölderlin, « *Là où croit le péril, croit aussi ce qui sauve* »...

Oui, mais est-on capable, en tant que société civile, d'utiliser toutes ces potentialités, de faire en sorte que ce soit ça qui renverse le rapport de forces ?

On peut le faire jusqu'à un certain point mais, à chaque fois, on voit qu'il y a un plafond de verre ; on peut avancer dans la prise de conscience, dans l'échange d'informations, puis on s'aperçoit que c'est pris en main par des puissants, ce sont toujours les mêmes qui réorganisent la situation.

Est-ce qu'il faut voir le pouvoir uniquement comme cette oligarchie ? Il y a un jeune homme de 17 ans en 1500 et quelque, La Boétie, qui rédige un petit fascicule qui s'appelle *Discours de la servitude volontaire*, qui traitait déjà de cette question...

Mais il ne l'a pas résolue non plus !

Non, mais il dit que si les gens n'acceptaient pas d'être soumis, ils le seraient moins. On rejoint la culture et l'esprit critique. Deux ou trois bouquins m'ont frappé récemment. L'un s'appelle *La Cité du travail*, de Bruno Trentin, syndicaliste italien, ancien secrétaire général de la CGIL (Confédération générale italienne du travail) qui a été député européen de la gauche italienne. Il dit, en s'appuyant sur l'expérience italienne mais plus largement sur l'expérience syndicale et celle de la gauche en Europe : « *La gauche et le mouvement syndical italiens ont perdu la bataille y compris sous le fordisme, parce qu'on s'est uniquement préoccupé des conditions matérielles (salaires, etc.), ce qu'il faut faire, mais pas suffisamment de l'aliénation que représente le système d'exploitation capitaliste.* »

Ce dont parlait aussi Pasolini, son compatriote...

Effectivement, et ils ont dû se fréquenter parce qu'ils étaient dans les mêmes mouvances politiques. On peut travailler et réfléchir autrement, y compris dans les organisations syndicales, dans les associations et dans la société civile.

C'est-à-dire que la paresse mentale est très également répartie, dans tous les domaines.

Oui, et il y a un effort à faire du côté des associations pour la combattre. Il ne faut pas que les associations confrontées « aux investissements à impact social » fassent la même erreur que les mutuelles en 1992 lorsqu'elles ont revendiqué d'être incluses dans la directive sur les assurances et donc de passer dans la concurrence, croyant pouvoir digérer le secteur des assurances privées. Parce que, finalement, il y a du répondant. Le Collectif des associations citoyennes, qui n'a que quatre ans d'existence, a réussi à créer un mouvement sur cette question. L'autre bouquin dont je voulais parler est *Caliban et la sorcière*, de Silvia Federici, qui explique comment la bourgeoisie a dû se battre pendant plusieurs siècles, aux XIII^e siècle et suivants, en faisant alliance avec l'aristocratie, l'église catholique et les riches fermiers, pour contrôler le corps des femmes et la société, dans le cadre de l'accumulation primitive du capital. Il lui fallait battre sans rémission l'alliance qui s'est réalisée en plusieurs occasions entre les ouvriers, les paysans pauvres et les femmes, les couches les plus exploitées. Cette guerre – ça a été une véritable guerre avec des massacres – ne s'est terminée que quand la bourgeoisie a triomphé à la veille de la Révolution française. C'est à cette époque que l'Église a arrêté de brûler les sorcières. L'accumulation primitive du capital ne pouvait se faire sans contrôler le corps des femmes sans lesquelles il n'y a pas de reproduction de la force de travail. À l'époque, il y a eu de véritables batailles rangées et des répressions féroces en

Angleterre, en France, aux Pays-Bas, en Allemagne, là où il y avait un développement économique et un début de montée en puissance de la bourgeoisie marchande et industrielle.

C'est intéressant, même si la domination des femmes par les hommes est antérieure au capitalisme. Sommes-nous si loin de ces questions ?

Mais le capitalisme, c'est le meurtrier parfait, parce que n'importe quelle révolte qui s'oppose à lui finit par s'y intégrer !

Oui, il a une capacité de récupération extraordinaire. L'histoire le démontre, mais c'est peut-être parce qu'on n'arrive pas, sur la durée (c'est épuisant), à poser les bonnes questions... Et il y a eu des répressions très fortes, la Commune de Paris avait inventé un autre système de gouvernement, elle a été complètement écrasée. On ne referra pas la Commune, mais il y a beaucoup à prendre dans son rapport au pouvoir. L'exemple de la Commune, des révoltes paysannes qu'on a appelées « jacqueries » mais qui étaient des révoltes très profondes, tout ça s'est fait avec violence. Les guerres du XX^e siècle sont à inclure dans cette mouvance. Mais quelles solutions a-t-on, sinon se mobiliser, développer la prise de conscience, la capacité de réflexion et de critique ? Il y a des hauts et des bas, mais on a plutôt progressé dans un certain nombre de pays. Que des gens en Afrique se mobilisent contre le troisième mandat de leur président, c'était inimaginable il y a une dizaine d'années. Il y a une vraie mobilisation populaire avec des objectifs clairs. Pour en revenir à nous, comment les choses se passeront-elles si on n'a pas de mobilisations importantes ? On est en train de nous préparer, pour 2017, une élection avec deux candidats dont le peuple français ne veut pas.

C'est la méthode américaine !

Oui, que ce soit Hollande ou Sarkozy, plus de 70 % de Français n'en veulent pas ! Donc très peu de gens iront voter. S'ils se présentent, l'un des

deux sera élu par une toute petite minorité. Ce genre de choses ne peut durer éternellement, même s'il y a une propagande éhontée, extrêmement virulente et sournoise pour expliquer qu'on n'a pas d'autre solution et qu'il faudra bien voter pour l'un ou l'autre. Les citoyens vont fuir les élections, et une partie, ne serait-ce que pour faire un doigt d'honneur aux deux, votera Front national. Ça pose de nombreuses questions à l'oligarchie, y compris au niveau européen. On le voit avec l'exemple de la Grèce. La Grèce, pour le grand capital, c'est un champ d'expérimentation. L'oligarchie financière et technocratique au pouvoir veut faire la démonstration que ça ne sert à rien qu'un peuple veuille faire d'autres politiques que celles voulues par l'oligarchie. C'était l'objectif au niveau européen. Mais le peuple dit qu'il n'est pas d'accord et la bataille continue, une bataille menée par les gens et qui n'est pas née de rien. Il n'y a pas d'autre solution. Il y a un côté désespérant puisque l'histoire montre qu'on aboutit souvent à l'échec. Dans *Caliban et la sorcière*, Caliban – c'est le héros de *La Tempête* de Shakespeare – se révolte mais se fait finalement avoir. Il y a une certaine permanence dans l'histoire, mais ça recommence, donc il y a toujours de l'espoir pour des gens qui continuent à se battre. L'histoire n'est pas terminée, il y aura toujours des conflits dans nos sociétés. Il faut bien comprendre ça. L'idée que les sociétés seront un jour complètement apaisées sans aucun conflit est absurde. Il y aura forcément des intérêts qui s'affronteront. La question est de savoir si on va plutôt vers l'universel et la satisfaction des besoins, y compris culturels, de « vivre bien », comme on dit en Amérique du Sud, ou si l'oligarchie va pomper les richesses à son unique profit, avec les inégalités qu'on connaît. Surtout quand on sait, à travers des études, y compris réalisées par l'OCDE, que les inégalités sont la source de pratiquement toutes les dif-

ficultés que connaissent nos sociétés, le chômage, l'immigration, etc.

Et quand viennent se greffer là-dessus les questions climatiques et environnementales, avec les risques générés pour vivre sur la Terre dans de bonnes conditions, on voit que les enjeux sont cruciaux. Or on ne peut compter sur les capitalistes pour régler ces questions, même si eux aussi, à terme, disparaîtront. C'est comme le crocodile, c'est absurde, mais c'est comme ça. Je ne vois pas d'autres solutions que cette mobilisation : développer la prise de conscience, faire de l'éducation populaire. La bataille pour la culture est centrale. J'avais déjà dit dans des débats en Avignon qu'il ne fallait pas la prendre au sens étroit du terme mais au sens très large. Il n'y a pas d'économie sans culture, il ne faut pas se faire d'illusion. Alors comment fait-on ? Il n'y a pas de solution miracle. Récemment, il y avait dans *Le Monde* une interview de Ségolène Royal qui disait que la négociation dans la COP21 pour le climat dans le cadre de l'ONU ne peut aboutir parce que ce cadre n'est pas adapté, puis il y a eu une interview de Laurent Fabius qui disait dans le *Journal du dimanche*, avec une langue de bois extraordinaire : « Oh, mais finalement, on y arrivera quand même ! » Quel jeu jouent-ils ? Le gouvernement présente les enjeux de cette conférence comme essentiels et mène une politique totalement contradictoire avec les objectifs affichés de la conférence : essayer de faire en sorte qu'à la fin du siècle il n'y ait pas une augmentation de la température moyenne du globe de plus de 2°C. Quand on regarde ce que fait le gouvernement avec les grands équipements inutiles, la destruction de la SNCF qu'il est en train d'accélérer, le soutien qu'il donne aux groupes pétroliers, c'est totalement contradictoire. Chaque année, le gouvernement français donne plusieurs milliards d'euros pour soutenir l'industrie pétrolière. Nous sommes devant des déclarations d'une certaine nature, et des politiques réelles d'une tout autre nature. Idem

pour la loi Macron avec l'affaire des autocars. La loi va permettre aux cars de remplacer la SNCF, la SNCF affrète ses propres cars qui vont concurrencer le train et justifier la fermeture de lignes. Elle organise sa propre concurrence contre le train ! Or le bilan carbone n'est pas du tout le même ! On est devant des contradictions intenable, avec une relative indifférence de la population qui n'arrive pas à faire la part des choses. Surtout quand le gouvernement dit que la « COP21 est l'enjeu central de ce qui reste du quinquennat ». Les dirigeants français font une tournée mondiale pour se faire valoir avant la conférence, mais les propositions venant de l'Europe avec l'appui de la France ne peuvent évidemment suffire pour aboutir à seulement 2° d'augmentation de température à la fin du siècle... Il n'y a pas de travail sur le fond. Là aussi, seule la mobilisation de la société civile peut faire la différence, on verra si on y arrivera ! ▲

Propos recueillis par Nicolas Roméas

1. *Les Nouveaux Chiens de garde*, Liber, 2005.
2. Auteur de *No Logo. La tyrannie des marques* (Actes Sud, 2001), de *La Stratégie du choc. Montée d'un capitalisme du désastre* (Actes sud, 2008) et de *Tout peut changer. Capitalisme et changement climatique* (Actes Sud, 2015).
3. Le mouvement des *enclosures* fait référence aux changements qui, dès le XII^e siècle mais surtout à partir de la fin du XVI^e et au XVII^e siècle, ont transformé, dans certaines régions de l'Angleterre, une agriculture traditionnelle dans le cadre d'un système de coopération et de communauté d'administration des terres (généralement champs de superficie importante, sans limitation physique) en système de propriété privée des terres (chaque champ étant séparé du champ voisin par une barrière). Les *enclosures* marquent la fin des droits d'usage, en particulier des communaux, dont nombre de paysans dépendaient.
4. La Conférence des Nations unies sur les changements climatiques se déroulera à Paris du 30 novembre au 11 décembre 2015.

• Jean-Claude Boual, Daniel Spoel et Bernard Van Asbrouck, *L'Europe, un rêve dénature*, Paris, éditions Riveneuve, 2014.
• www.associations-citoyennes.net